

08.06.2016 – 12:37 Uhr

Pour valoriser les données actuelles et objectiver le débat, oui à l'étude sur le glyphosate

Zurich (ots) -

Les autorités sont priées de livrer une étude sur le glyphosate susceptible de créer les conditions d'un débat factuel, objectif et non polémique à propos de cette substance. Le groupe "Agrar" de scienceindustries soutient le postulat déposé dans ce sens par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). L'étude doit porter sur des données scientifiques actuelles. C'est le seul moyen de s'assurer que ce mandat politique se traduise par le gain de connaissance nécessaire à un débat en toute connaissance de cause et fondé sur des données rigoureuses au sujet de l'utilisation du glyphosate en Suisse.

Depuis le début, l'industrie suisse des produits phytosanitaires suit de près le débat, à l'échelle internationale aussi bien qu'en Suisse, qui s'est engagé sur le glyphosate, sa mise en oeuvre et ses possibles effets. "Il est impératif d'objectiver cette discussion, qui s'est beaucoup trop polarisée", déclare Michael Matthes, membre de la direction de scienceindustries. «Le glyphosate fait partie des substances les plus attentivement étudiées. L'analyse supplémentaire qui vient d'être décidée doit contribuer à objectiver le débat."

Voilà pourquoi il faut saluer dans son principe le postulat de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Conseil national, qui réclame une analyse portant sur des traces éventuelles de glyphosate dans les denrées alimentaires, les fourrages d'animaux de rente et l'urine de la population, ainsi que la présentation, le cas échéant, de solutions de rechange. Les dépenses liées à une étude de ce type sont toutefois considérables. Il s'agit donc de prendre en compte les analyses scientifiques qui existent au-jourd'hui. De même, les résultats d'enquêtes sur le glyphosate devraient toujours inclure une évaluation de leur pertinence en matière de santé, fondée sur une évaluation récente par les autorités sanitaires.

Comme le souligne le groupe "Agrar": l'étude réclamée par le postulat doit grandement contribuer à redresser des affirmations non factuelles ou carrément fausses. Plusieurs études récentes, par exemple, confirment le fait que le glyphosate détecté dans l'urine humaine s'y trouve en tout état de cause "bien au-dessous des doses préjudiciables à la santé". Une étude de l'Institut l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques BfR (février 2016) n'a mis en évidence, quant à elle, aucun résidu de cette substance dans le lait maternel.

En février 2016, le Comité d'experts JMPR, de l'OMS/FAO, s'est penché une nouvelle fois sur le glyphosate. Il résulte de sa réévaluation qu'il n'y a pas lieu de considérer le glyphosate comme présentant un risque cancérogène. Cet avis confirme le résultat d'une évaluation du glyphosate effectuée par les autorités compétentes de l'UE et publiée en novembre 2015 dans les "conclusions de l'EFSA sur le glyphosate". Il recoupe aussi l'évaluation actuelle de cette substance par les autorités américaines, canadiennes et australiennes.

Le groupe Agrar réunit des spécialistes de la protection des plantes des entreprises membres de scienceindustries, l'association économique faïtière suisse du secteur chimie, pharma et biotech. Les quelque 250 entreprises membres de scienceindustries sont principalement actives dans la recherche, le développement ou la vente de spécialités pharmaceutiques industrielles, vitamines, produits phytosanitaires, spécialités chimiques industrielles, ainsi que d'arômes et de substances odoriférantes.

Contact:

Anna Bozzi, responsable du dossier
anna.bozzi@scienceindustries.ch; tél. +41 44 368 17 64

Marcel Sennhauser, responsable Communication
marcel.sennhauser@scienceindustries.ch; tél. +41 44 368 17 44,
#scienceindustries

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100005119/100789182> abgerufen werden.